

Questionnements sur la compréhension de militantEs libertaires queer et féministes au Québec à l'égard du « nous-femmes » et de la non-mixité : recoupements et divergences

Ashley Fortier, Esther Guzman Martin, Anna Kruzynski, Jacinthe Leblanc,
Leah Newbold et Magaly Pirotte

Collectif de recherche sur l'autonomie collective (CRAC)
École des Affaires publiques et communautaires
Université Concordia

76^e Congrès de l'Association francophone pour le savoir (Acfas)

« Faut-il réfuter le Nous femmes pour être féministe au XXI^e siècle ? »

Colloque organisé par l'Institut de recherches et d'études féministes de l'UQAM

Mardi 6 mai 2008 de 9 h 30 à 17 h

Version finale

LONGUE

Nous sommes toutes membres du Collectif de recherche sur l'autonomie collective, groupe de recherche autogéré composé de militantEs libertaires et (pro)féministes qui travaille à documenter la diversité et complexité de son propre mouvement, et ce, *avec* les militantEs des réseaux et groupes étudiés. Il s'intéresse en fait aux groupes et réseaux anticapitalistes présentant une 'culture libertaire' ayant émergé au Québec depuis 1995. C'est-à-dire aux groupes qui portent un refus de toute autorité jugée illégitime, prônent l'utilisation des stratégies d'action directeⁱ et préconisent une forme organisationnelle qui se caractérise par l'affirmation de la spontanéité, l'autonomie, la démocratie directe et la décentralisation du pouvoirⁱⁱ. Certains de ces groupes et personnes sont explicitement anarchistes, tandis que d'autres laissent transparaître à travers leur discours antiautoritaire et anticapitaliste une parenté certaine avec la définition de culture libertaire mentionnée plus haut.

Méthodologie

Cette présentation est basée sur une rédaction collective et trois *focus groups* pendant lesquels nous avons débattu du thème du colloque, à savoir s'il faut réfuter le « nous-femmes » pour être féministe au XXI^e siècle. Nous nous sommes penchées plus spécifiquement sur le « nous-femmes » et la non-mixité organisationnelle, et ce, à partir de quatre sources de données : une analyse réalisée par le CRAC l'année dernière des discours diffusés depuis 2000 par des libertaires qui luttent en priorité contre le patriarcat et l'hétéronormativité, une analyse préliminaire d'entrevues effectuées dans le cadre de la réalisation de monographies avec des groupes queers et des féministes radicales, l'étude de cas auprès de féministes radicales contemporaines au Québec réalisée par Geneviève Pagé (2006)ⁱⁱⁱ et nos propres expériences militantes. Chacune d'entre nous se dit féministe, dont trois queer et nous militons toutes dans des groupes antiautoritaires, mixtes, non-mixtes femmes ou queer^{iv}.

L'analyse de discours nous a permis d'identifier trois micro-cohortes parmi les groupes antiautoritaires (Breton, Grolleau, Kruzynski, Saint-Arnaud Babin, 2007). Dans cette présentation, nous nous attardons à deux d'entre elles, le féminisme radical et le queer radical. La troisième, celle qu'on a appelé provisoirement le *women-of-colour feminism*, est peu représentée dans notre échantillon et puisque nous n'avons pas encore eu l'occasion d'approfondir ce volet de notre recherche, nous ne l'aborderons pas ici. Nous brosserons un portrait (très exploratoire) des points de convergence et de divergence des micro-cohortes queer et féministe radicale sur le « nous-femmes » et la non-mixité organisationnelle. Une mise en garde s'impose ici – ces micro-cohortes ne sont pas mutuellement exclusives – il arrive que des militantEs se revendiquent de l'une ou de l'autre tendance et militent dans des groupes associés à l'une ou à l'autre.

Positions sur les systèmes d'oppression

L'ensemble de la cohorte féministe et queer libertaire partage une base d'analyse anti-patriarcale, anticapitaliste et anti-étatique. Tous les groupes sont radicaux, compris ici comme ciblant les racines des systèmes d'oppression et non pas leurs manifestations ou symptômes. En théorie, la plupart des militantEs ne conçoivent pas de hiérarchie entre les différents systèmes d'oppression et parlent plutôt d'imbrication de ceux-ci. Par contre, dans leurs discours et leurs pratiques, les différentes micro-cohortes mettent plus ou moins d'emphase sur l'un ou l'autre des systèmes d'oppression.

L'analyse d'une majorité de **féministes radicales** semble s'inscrire en continuité avec le féminisme matérialiste de la génération politique précédente; c'est-à-dire, de croire qu'il existe

un système d'oppression spécifique aux femmes, le patriarcat, exploitation qui est conjuguée « au capitalisme, au racisme, à la hiérarchie et à toute autre forme de domination » (extrait de la définition du féminisme radical, appel pour un rassemblement de féministes radicales, 2003). En fait, cette analyse ressort clairement des textes théoriques produits par des collectifs de féministes radicales, notamment Némésis et Les Sorcières et des entrevues effectués par Geneviève Pagé. Ceci n'est guère surprenant puisque, pour la plupart, ces groupes émergent de la mouvance antiautoritaire née dans la période post-Seattle qui regroupe notamment des groupes anticapitalistes, anti-pauvreté ou étudiants. Émerge par contre de certains entretiens avec des militantes radicales le fait que malgré cette analyse, plusieurs constatent que, dans la pratique, elles mettent plutôt l'emphase sur le patriarcat^v.

Les positions de la micro-cohorte **queer radicale** mettent plus systématiquement l'emphase sur la multiplicité des systèmes d'oppressions. Cependant, nous remarquons que depuis la naissance des premiers groupes de queers radicaux à la fin des années 1990, il y a des changements perceptibles dans l'analyse de la micro-cohorte. Les groupes d'affinités nés dans la foulée de la mouvance anticapitaliste post Seattle, dont notamment les Panthères Roses et les *Anticapitalist Aspirates*, théorisaient l'imbrication des systèmes d'oppression, mais mettaient vraiment l'emphase sur le patriarcat, l'hétéronormativité et le capitalisme. Ces groupes refusaient, en priorité, les institutions, la normativité et l'exploitation des collectivités gaies et lesbiennes par les entreprises capitalistes qui misent sur le « dollar rose ». Nous parlons ici au passé puisque ces groupes ne sont plus actifs aujourd'hui.

De ces premières expériences découlent plusieurs critiques, dont celle que les personnes racisées étaient largement absentes. Émerge alors un intérêt grandissant pour l'opérationnalisation de leur analyse intersectorielle. Une multitude d'ateliers sur l'antiracisme et l'anti-oppression s'organisent et les militantEs queers s'allient de plus en plus avec des groupes qui travaillent sur des enjeux qui sont prioritaires pour des personnes racisées. Il s'opère donc à ce moment-ci un déplacement d'un militantisme identitaire de rue vers un travail plus proche de la base, axé sur une approche anti-oppressive. Plusieurs militantEs investissent le Centre 2110, anciennement le Centre de femmes de Concordia, un service de soutien, de référence et de sensibilisation qui lutte contre l'oppression sexiste et transphobe, et je cite :

plus particulièrement leurs impacts sur les personnes de couleur et autochtones, les personnes handicapées, les personnes transsexuelles et transgenres, les personnes LGBTQ, les travailleuses du sexe, les personnes de tailles variantes et les personnes à faible revenu.

CertainEs mettent sur pied le Ste-Emilie Skillshare, situé dans le quartier ouvrier de Saint-Henri, un groupe d'artistes qui gère, et je cite, « un studio d'art permettant aux gens d'apprendre de nouvelles habiletés, et créer de l'art dans l'esprit de la révolution et de l'anti-oppression (antiracisme/sexisme/classisme/homophobie/transphobie, discrimination basée sur le handicap ou la taille, etc.) ».

En somme, les deux micro-cohortes semblent conceptualiser les différentes formes d'oppressions (ou pôles de formation identitaires) comme opérant au sein des mêmes espaces sociaux et institutionnels, qu'il s'agisse notamment des milieux de travail, de l'enseignement ou de la famille. De plus, aucune n'opère indépendamment des autres; elles sont plutôt interdépendantes. Les différends seraient plutôt dans l'opérationnalisation de cette analyse dans la pratique, et plus spécifiquement, dans le choix de stratégie de lutte et de forme organisationnelle; c'est-à-dire,

dans l'utilisation ou pas d'un « nous-femmes » comme stratégie et de son corollaire, l'organisation non-mixte identitaire.

Le « nous-femmes »

Les deux micro-cohortes considèrent qu'il existe un système politique qui tend à opprimer les femmes (mais pas de la même manière) et rejettent l'argument que dans les pays du Nord l'égalité aurait été atteinte. Or, les stratégies qui découlent de cette analyse partagée diffèrent.

Alors que certaines **féministes radicales** croient que le sexe biologique est construit, la plupart parlent de la catégorie « femme » comme construction sociale; c'est-à-dire que les traits de personnalité, les caractéristiques ou comportements associés au masculin et au féminin sont construits de par la socialisation et les conditions matérielles différenciés. Que les femmes ainsi construites sont, et je cite, « individuellement et collectivement appropriées aux fins de reproduction biologique et de la production économique » (définition, rencontre féministe radicale, 2003). Que les hommes en tant que collectivité (quelques unes parlent de « classe ») bénéficient de la subordination des femmes de par les privilèges qu'ils en retirent. Cette hiérarchie entre les sexes serait universelle; en d'autres mots, partout sur la planète, les femmes seraient opprimées par ce système patriarcal. Attention, ceci ne veut pas dire que les féministes radicales considèrent que « femme » est une catégorie unifiée; au contraire, elles considèrent que les femmes sont toutes opprimées, mais pas de la même manière. Or, de cette analyse découle le choix stratégique de bâtir un contre pouvoir, qui, selon les féministes radicales requiert une certaine unité, pour forcer la transformation d'un système qui privilégie les hommes au dépend des femmes (le patriarcat). Cette unité, c'est le « nous-femmes ».

La micro-cohorte **queer**, en théorie, refuse l'utilisation de ce « nous-femmes ». Nous sommes portées à croire que pour la plupart, elles ne refusent pas, à tout prix, l'identité, mais militeraient plutôt pour une multiplicité d'identités. À l'instar des critiques de féministes de toutes origines d'un féminisme blanc occidental, les queers radicaux semblent reprendre à leur compte les idées suivantes : que le « soi » est pluriel (*multiplicitious*) et non pas unitaire; que la différence est relationnelle plutôt que naturelle; et que l'unité et la lutte commune émergent de la volonté et de la créativité et non pas de la découverte passive (Harris, 1991). Le « nous-femmes », pour ces militantEs serait donc traversé de différences qui s'articulent en rapports sociaux de domination. Il n'y aurait pas d'harmonie automatique parmi les « femmes » comme laisse entendre le « nous-femmes ». Elles rejettent donc l'idée que les femmes du monde entier partageraient une expérience commune et que celle-ci résulterait automatiquement en une lutte politique partagée.

A cette conceptualisation du « nous-femmes », les queers radicaux apportent une autre critique, influencée sans aucun doute par des idées élaborées par des théoriciennes du queer, à l'idée que les sexualités seraient fixes et enlignées sur le binaire hétéro/homosexuel. Ces militantEs refusent cette binarité, ainsi que celle qui laisserait entendre qu'il existerait un sexe féminin distinct du sexe masculin – binarité renforcée, selon elleux par le « nous-femmes ». La sexualité, le genre et le sexe sont variables, changeants et fluides. La binarité homme/femme nie l'existence des trans, de toutes ces personnes à qui est assigné un genre à la naissance avec lequel elles ne sont pas à l'aise. Celles qui changent de sexe biologique, qui transgressent les normes de genre sans toutefois se faire opérer, qui vivent des présentations androgynes. Pour ne pas mentionner les personnes nées avec des organes génitaux qui ne cadrent pas avec la norme, qui sont très souvent assignées un sexe biologique par l'institution médicale et dont les organes sont

« normalisés » par opération dès la naissance. Cette variabilité amène les militantEs queers à concevoir le sexe et le genre comme étant multiples.

Positions sur la non-mixité organisationnelle

Il découle de ces positions différentes sur la pertinence du « nous-femmes » des choix organisationnels différents, plus ou moins cohérents avec les positionnements analytiques qui sont mis de l'avant.

Pour les **féministes radicales**, la non-mixité organisationnelle a non seulement sa raison d'être, mais est essentielle à la lutte féministe. Elles s'organisent en collectifs, groupes d'affinités ou caucus ponctuels au sein desquels elles tentent de vivre des rapports sociaux égalitaires. Elles opèrent en marge des groupes et institutions féministes des courants dominants et travaillent plus ou moins explicitement à la construction d'un réseau autonome, diffus, diversifié et assez informel (ex. rassemblements ponctuels de féministes radicales). Pour certaines, elles ressentent le besoin de se regrouper entre femmes lorsqu'elles se sentent opprimées par des hommes, souvent dans leurs implications militantes mixtes ou dans leur quotidien. Pour d'autres, c'est le désir de se créer un espace exempt de la domination masculine au sein duquel elles peuvent se décharger de leur vécu, s'épauler, souffler, bâtir leur confiance en elle-même. En fait, pour la plupart la non-mixité devient un lieu de ressourcement dans lequel elles développent une analyse politique collective de leurs expériences individuelles quotidiennes, ce qui débouche souvent sur l'action collective. Qu'il s'agisse d'actions d'éclats pour dénoncer le contrôle des corps des femmes par les institutions patriarcales, d'interventions concertées pour faire valoir leurs points de vues au sein d'organisations mixtes ou bien de projets alternatifs comme une émission de radio féministe ou encore des zines qui reproduisent des recettes pour réduire l'influence des multinationales pharmaceutiques sur la gynécologie féminine...

Pour certaines, les hommes n'auraient pas leur place dans la lutte contre le patriarcat, pro-féministe ou pas, puisque les hommes comme collectivité bénéficient de ce système et n'ont donc pas intérêt de le voir tomber. Pour d'autres, les hommes pro-féministes auraient leur place, s'ils se positionnent en tant qu'allié en appui aux organisations non-mixtes ou s'ils se donnent un rôle actif de sensibilisation auprès d'autres hommes. Dans la pratique, il peut arriver que des féministes radicales s'allient ponctuellement à des groupes d'hommes pro-féministes pour organiser des événements ou campagnes. Selon certaines, ces expériences ne sont pas toujours concluantes car la domination liée à la présence masculine rendrait ces expériences épuisantes et même oppressantes pour les femmes impliquées (ex. Blais, 2006)...

Cependant, pour certainEs militantEs **queers**, l'existence de rapports de domination au sein d'organisations mixtes, ne vient pas justifier la nécessité de s'organiser en non-mixité « femmes ». Selon elles, il est impossible de créer un espace entièrement « sécuritaire » au sein duquel touTEs se sentent « protégéEs de l'opresseur » car tout regroupement de personnes va être traversé par des rapports de domination : entre personnes racisées ou pas, entre personnes de différentes capacités, de culture x ou y, etc. Par contre, toute personne qui participe à un groupe étant redevable de ses actions elle doit être tenue comme responsable et subir les conséquences de ses actes. Il est donc préférable, selon cette analyse, de créer des conditions pour que toutes et tous puissent participer, et ce peu importe leur identité sociale, et de mettre en place des mécanismes qui permettent de nommer les rapports de pouvoir et trouver des solutions collectives. Ceci forcerait les personnes impliquées à faire face à leurs propres privilèges, ce que les groupes non-mixtes, tournés vers eux-mêmes, ne réussissent que rarement à faire. De plus,

malgré une analyse qui met de l'avant l'imbrication des systèmes d'oppressions, dans la pratique, la plupart des groupes non-mixtes femmes universalisent l'expérience « femme » selon le modèle de la majorité. La conséquence étant que les femmes racisées ou qui ne sont pas hétéro, par exemple, se retrouvent à devoir effacer certaines parties de leurs expériences ou, si elles en ont le courage, à rappeler (constamment) qu'elles existent et que leur réalité doit figurer dans le portrait. Finalement, il serait impossible de créer un espace non-mixte sans définir les règles (implicites ou explicites) d'exclusion et d'inclusion. Dans le cas d'un groupe non-mixte « femmes », on forcerait les gens qui ne cadreraient pas avec la norme féminine à « sortir du placard », à défendre leur « identité », quitte à être refusé d'accès, ce qui ne serait pas le cas pour les gens qui cadrent avec la norme.

Le queer, en fait, est une manière de « complexifier » la compréhension du privilège, dont notamment le privilège masculin. Une organisation queer radicale en est une qui prône la diversité sexuelle et de genre ou, en d'autres mots, qui dénonce la fixité des sexualités, des catégories homme/femme et de toutes les hiérarchies qui en découlent. Toute personne partageant cette analyse, prête à travailler à la transgression des normes de genre et de la sexualité, est la bienvenue dans un groupe queer et ce, peu importe son sexe biologique.

Le militantisme queer radical au Québec se manifeste de plusieurs manières : des groupes d'affinités politiques^{vi}, des groupes de services alternatifs^{vii} et des espaces virtuels^{viii}. En plus de ces initiatives plus stables dans le temps, on retrouve toute une panoplie d'activités, d'évènements et de campagnes ponctuels et très fluides. Des évènements festifs comme QueerEaction ou des partys tenus en marge du quartier gai de Montréal sont très prisés par les queers. Les « pink blocs anticapitalistes » lors de manifestations ou parades regroupent différents groupes et organisations, ainsi que toute une panoplie de militantEs qui militent dans des groupes antiautoritaires anticapitalistes. Aussi, les groupes et militantEs queers participent, avec d'autres groupes militants, à des campagnes ponctuelles comme celle contre le processus des accommodements raisonnables, pour un statut pour le réfugié algérien Abdelkader Belouani ou encore les évènements du 8 mars organisés par la Coalition des femmes de diverses origines.

Lors de ces évènements et au sein de groupes queers il peut arriver que des militantEs raciséEs décident de s'organiser en non-mixité de manière ponctuelle ou plus stable dans le temps. Le Queer-People-Of-Color (QPOC) et les caucus POC plus généralement sont chose courante dans la mouvance antiautoritaire, surtout du côté anglophone. Étant donné la position relativement claire contre la non-mixité « femme » dans les milieux queers, il peut sembler surprenant que cette forme organisationnelle, elle aussi basée sur une non-mixité identitaire, serait valorisée. CertainEs militantEs queers ont résolu ce dilemme en créant des groupes non-mixtes de personnes racisées plutôt que de minorités visibles ou de personnes-de-couleurs. En axant sur la racisation vécue par des personnes ou des collectivités plutôt que sur des critères d'inclusion (et d'exclusion) basée sur l'apparence physique, on évite de renforcer des catégories identitaires fixes – de laisser entendre qu'il existerait des « races » distinctes. Conceptualisés de la sorte, ces groupes non-mixtes éviteraient plusieurs des écueils sur lesquels bute la non-mixité « femmes ». Or, le terme « racisé », plutôt « académique », n'est pas très répandu dans les milieux militants et la plupart continuent à parler de QPOC ou POC. Tout en reconnaissant les contradictions liées à l'utilisation de ces concepts, illes persistent à les utiliser par manque d'alternative vulgarisée qui permettrait de nommer la base d'affinités d'un tel groupe...

Par contre, plusieurs dans le milieu queer peuvent aussi appuyer l'existence de groupes d'affinités ou de conscientisation non-mixtes de femmes racisées ou de femmes en situation de

pauvreté. Aussi, plusieurs dans ce même milieu considèrent que toute personne aurait le droit de s'auto-définir comme femme. Ceci semble contredire la position prépondérante dans les milieux queers à savoir que le nous-femme et son corollaire, la non-mixité femmes, seraient à proscrire. Cette apparente contradiction n'est pas facile à résoudre et nous amène à poser des questions de pouvoir. Dans la conjoncture actuelle, selon certainEs, puisqu'il y a beaucoup de privilèges associés au fait de vivre selon les normes établies, on ne peut pas exiger que toute personne se mette en mode « transgression » à tout moment. Aussi, on peut comprendre le besoin que des personnes identifiées « femmes » vivant de *multiples oppressions* ou qui sont hypermarginalisées de se regrouper entre elles. Que peu importe l'identité *choisie* par la personne, l'identité *assignée* par les normes sociétales est très souvent celle avec laquelle la personne doit composer au quotidien, dans la rue, au travail, à domicile. Les lieux non-mixtes, permettraient à ces femmes de mettre en commun leurs expériences, peaufiner leurs analyses, se donner confiance pour mieux agir collectivement.

Ce dernier constat aurait pu être prononcé par une féministe radicale... Alors dans les milieux queers, on reconnaîtrait que de temps à autre, la non-mixité femmes peut avoir sa place... quand celle-ci ne reproduit pas un « nous-femmes » non-racisé, scolarisé, de classe moyenne ou supérieure... C'est ça qui poserait problème. Des groupes composés de femmes qui, dans la société québécoise, auraient le plus de privilèges (parmi les femmes bien sur!). Qui mettraient de l'avant, dans la pratique, le système d'oppression qui les concerne le plus, le patriarcat. Qui prôneraient une position politique qui prendrait pour acquis que les femmes du monde entier partageraient un ensemble d'expériences communes. Qui auraient les ressources pour faire valoir leurs idées sur la place publique. Dont les membres deviendraient par la suite les chercheuses universitaires financées par l'État pour leurs études en recherches féministes ainsi que les professeures qui forment la relève. Qui deviendraient meneuse du mouvement des femmes, qui influenceraient non seulement le discours public mais aussi les politiques internes des groupes de base. Qui se créeraient un cocon de bien-être protégé de la domination masculine, certes, mais aussi des inconforts créés par les rapports interpersonnels avec ceux qui sont différentEs de soi...

Dans les faits, on arrive rapidement au constat que les groupes de féministes radicales que nous avons répertoriés^{ix} sont beaucoup plus homogènes que les groupes queers. Les femmes scolarisées et non-racisées sont de loin surreprésentées dans la première micro-cohorte, or au sein de la deuxième, il est beaucoup plus fréquent de rencontrer, en plus des lesbiennes, gaies et trans, des personnes racisées. Comment expliquer cette différence? S'agit-il simplement d'une question de démographie – du fait que les groupes queers sont associés aux universités anglophones, dont notamment Concordia, université beaucoup plus diversifiée que l'UQAM ou Laval, ports d'attaches de plusieurs féministes radicales? Ou bien, est-ce qu'on vit encore les vestiges d'un féminisme radical francophone des années 1970 sympathique à l'idée d'un Québec indépendant, question qui a souvent fait fuir les personnes racisées? Est-ce que le fait que le féminisme radical actuel est en quelque sorte une continuation des luttes féministes matérialistes du passé, ayant été pensées à ce moment-là par des femmes non-racisées, scolarisées, faisant en sorte que les groupes d'aujourd'hui sont en mode « recrutement » et non pas devant la création à neuf d'un projet commun, à partir des expériences diversifiées (comme c'est le cas pour les groupes queers, plus souvent en rupture avec le passé)? S'agit-il d'une question d'accessibilité ou de manque de mécanismes pour faciliter la participation de personnes avec moins de privilèges (et donc souvent de ressources)? S'agit-il d'une conséquence directe d'une

organisation basée sur un « nous-femmes » versus une qui s'organise autour d'une diversité des genres et des sexualités?

Cependant, plusieurs nuances s'imposent à la suite de ces critiques queers. Malgré une grande ouverture à la différence parmi les groupes queers, il existe toutefois des frontières invisibles qui peuvent limiter la participation. Comme nous l'avons vu au début de la présentation, les personnes racisées et moins scolarisées étaient peu présentes dans les premiers groupes queers. Or, depuis que les groupes axent systématiquement leurs analyses et actions sur l'imbrication de l'oppression de genre et sexuelle avec les autres systèmes d'oppression dont notamment le racisme et le classisme, les groupes semblent plus diversifiés. Aussi, les groupes les plus diversifiés semblent être ceux qui ont parmi leurs membres fondateurs des personnes racisées en position de leadership, qui ont eu leur mot à dire sur la vision, les principes, la mission du groupe. Malgré ceci, ces groupes ne sont pas exempts de défis. Est-ce qu'une personne dans la cinquantaine se sentirait à l'aise de fréquenter cette mouvance dominée par des « jeunes »? Qu'en est-il des personnes qui ne cadrent pas avec le « look » ou « style » de ce qui pourrait être qualifié d'une sous-culture queer? Ou des personnes qui n'ont pas le « bon langage » ou même les signaux non-verbaux de la « gang »? Est-ce que cette mouvance, plus caractéristique des métropoles cosmopolites comme Montréal, contribuerait à créer des incompréhensions ou méfiance auprès des personnes habitant les régions ou plus petites villes du Québec, qui seraient que très rarement exposés aux diversités sexuelles et de genre?

En guise de conclusion

Il semblerait donc qu'il est quasi impossible pour un seul groupe de répondre aux besoins et aspirations de toute personne opprimée... il y aurait toujours, peu importe le degré d'ouverture du groupe, des frontières invisibles ou des affinités différentes.

Les idées développées par Chela Sandoval, inspirées de ce qu'elle appelle *Third World Feminim*, peuvent nous aider à cheminer dans notre réflexion sur cette problématique. Sandoval fait l'argument que la politique identitaire (et l'organisation basée sur l'identité) ne doit pas être pensée comme une stratégie générale de lutte, mais plutôt comme une manœuvre tactique. C'est-à-dire que plutôt que de penser l'identité comme étant une catégorie fixe d'appartenance, il s'agirait de l'utiliser comme d'une position tactique. Pour Sandoval, dans la lutte féministe, il existerait tout un paysage d'enjeux dont certains seraient mieux abordés d'une position (ou posture) (ou identité) que d'une autre. Le concept de conscience différenciée, que Sandoval propose, requiert, de la part des féministes, une grâce, une flexibilité et une solidité, et je cite :

La conscience différenciée demande qu'on se montre assez solide pour s'engager de manière résolue à défendre une structure identitaire bien définie pour une heure, un jour, une semaine, un mois, une année; fasse preuve d'assez de flexibilité, si la lecture de la formation du pouvoir le requiert, pour transformer cette identité selon les enseignements (*requisites*) d'une autre tactique idéologique d'opposition; ait la grâce de s'allier aux autres qui luttent pour des rapports sociaux égalitaires et la justice (*race, gender and class justice*), quand ces dernières, à partir d'une lecture du pouvoir, appellent à une position oppositionnelle alternative. La conscience différenciée, alors, propose que les féministes changent sans cesse la construction du mouvement social et des tactiques militantes selon la situation (1991, citée dans Lotz, 2003 : 8; traduction libre, le soulignement est de nous).

Ce type de féminisme appellerait à la formation temporaire de coalitions ou de réseaux autour de certaines identités sociales et ce de façon stratégique, à différent moment, selon la conjoncture et les enjeux. Concrètement, l'utilisation du « nous-femmes », « nous queers », « nous-lesbiennes », « nous-personnes-racisées », « nous-personnes-en-situation-de-pauvreté » devient une tactique dans une lutte plus large pour la justice sociale pour toutes et tous. Ceci implique que les groupes qui détiennent le plus de pouvoir, de privilèges, de ressources, mettent de l'eau dans leur vin, aillent à la découverte des réalités des autres groupes, s'ouvrent à leurs analyses stratégiques, et revoient leurs stratégies de lutte à la lumière de leurs découvertes. En fait, cette manière de penser la politique identitaire remet en question le militantisme qui dessert ou défend systématiquement des identités sociales fixes et mutuellement exclusives et qui tend à « représenter », par exemple, « les femmes » dans leur ensemble. Au contraire, ceci permettrait aux féministes de différents milieux et horizons de s'entrecroiser, de dialoguer, de développer de nouvelles relations et d'arriver à conceptualiser des théories, mais surtout une méthode de conscience oppositionnelle. Donc, pour répondre à la question du colloque : oui, le « nous-femmes » comme stratégie générale est à proscrire, toutefois, le « nous-femmes » tactique serait à préserver à condition que celui-ci soit auto-identifié, diversifié et toujours remis en question.

Références

- BLAIS, Mélissa (2008). « Féministes radicales et hommes pro-féministes : l'alliance piégée ». Dans Francis Dupuis-Déri (dir.), *Québec en mouvement*, Lux.
- BRETON, Émilie, Julie Grolleau, Anna Kruzynski et Catherine Saint-Arnaud Babin (2007). « Mon/notre/leur corps est toujours un champ de bataille : Discours féministes et queers libertaires au Québec, 2000-2007 », *Recherches féministes*, 20(2) : 113-139.
- BURACK, C. (2001). "The Dream of Common Differences: Coalitions, Progressive politics, and Black Feminist Thought", in *Forging radical alliances across difference: coalition politics for the new millennium*, Rowman and Littlefield Publishers Inc: 35-48.
- LOTZ, Amanda (2003). « Communicating Third-wave Feminism and New Social Movements : Challenges for the Next Century of Feminist Endeavor », *Women and language*, 26(1) : printemps : 2-15.
- PAGÉ, Geneviève (2006). *Reinventing the Wheel or Fixing it? A Case Study of Radical Feminism in Contemporary Montreal*. Thèse de maîtrise. Ottawa, Université de Carleton.
- PUCCIARELLI, Mimmo (1999). *L'imaginaire des libertaires aujourd'hui*. Lyon, Atelier de création libertaire.
- ROSANVALLON, Pierre. (1976). *L'âge de l'autogestion*. Paris, Éditions du Seuil

ⁱ Réduisant au maximum la dépendance sur des intermédiaires pour atteindre leurs objectifs

ⁱⁱ Pour déterminer les critères ou la définition de notre sujet d'étude, nous nous sommes inspirées de Rosanvallon(1976) et de Pucciarelli (1999)

ⁱⁱⁱ Cette dernière a effectuée des entrevues avec des militantes de Némésis, Les Sorcières, Les Insoumises et Cyprine.

^{iv} Une d'entre nous a participé à l'organisation de la deuxième rencontre des féministes radicales qui a eu lieu en février 2008 et travaille présentement à la réalisation d'une monographie sur le féminisme radical au Québec; une autre a été membre de Némésis un collectif de féministe radical né dans la montée de la mouvance anti-capitaliste au Québec; une troisième, elle aussi féministe radicale, milite dans des groupes mixtes antiautoritaires tout en luttant au quotidien contre le patriarcat et termine la rédaction d'une monographie sur Ainsi Squat'Elles, une émission de radio féministe diffusée à Québec; une quatrième débute le processus monographique avec *Q-Team*, dont elle est membre, un groupe d'affinités de queers radicaux fondé par des personnes ayant milité au sein des *Anti-capitalist ass pirates* qui voulaient faire de la lutte politique leur axe principal; une cinquième est responsable d'une monographie sur la tendance *Queer-People-Of-Colour* et est membre fondatrice du Ste-Emilie Skillshare, un groupe d'artistes et de militantEs, principalement des personnes de couleur et des personnes queers, engagées à promouvoir l'expression artistique et l'autoreprésentation dans leurs communautés; et la dernière, responsable de la monographie sur le Ste-Emilie Skillshare, dont elle aussi est membre, bien connue sous le pseudonyme lolagouine, est zinester et zine trader.

^v Ceci reste à vérifier, mais nous posons l'hypothèse que les féministes radicales qui sont plus proche de groupes antiautoritaires mixtes auraient moins tendance à hiérarchiser le patriarcat que celles qui militent plutôt en non-mixité « femmes ».

^{vi} Panthères Roses, Anticapitalist aspirates, Q-Team

^{vii} Le 2110, le Ste. Emilie Skillshare

^{viii} Échange de zines, blogs

^{ix} Nous savons en fait qu'il y a des féministes antiautoritaires racisées qui militent au Québec, qui pour la plupart ne répondent pas à l'appel aux féministes radicales, mais nous n'avons pas encore eu l'occasion d'approfondir ce volet de notre recherche.